

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 130 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2823 - Prix : 1€

**Profits et  
superprofits :  
taxation ou  
confiscation ?** *Page 5*

**Le capitalisme sème la  
pauvreté** *Page 6*

**Violences faites aux  
femmes : inaction  
gouvernementale** *Page 7*

**Run Market : les  
syndicats appellent à  
la mobilisation...des  
élus et des clients** *Page 8*

**Grande-Bretagne  
Les grèves continuent** *Page 11*

**Bénin  
Un président bon  
élève du Medef** *Pages 12*



## Crise énergétique : payer encore et toujours, c'est non !

Nous connaissons la crise économique, l'envolée de la précarité, les salaires bloqués et le chômage. Il a fallu le Covid pour redécouvrir la violence d'une crise sanitaire. Eh bien, nous voilà maintenant aux prises avec une nouvelle crise, celle de l'énergie ! Et nous mesurons une fois de plus l'impréparation et l'irresponsabilité de ceux qui prétendent diriger la société.

Oh, ces dirigeants savent faire de beaux discours et nous demander des sacrifices quand les crises surviennent, mais ils sont incapables de les empêcher ! Tous les gouvernements sont dépassés par la situation : non seulement les factures de gaz, d'essence et d'électricité ont explosé entraînant une envolée de tous les prix, mais en plus, il faut craindre des pénuries.

Nous sommes au 21ème siècle. La France et l'Europe font partie des régions les plus riches du globe, possèdent les infrastructures et les appareils productifs les plus développés. Et voilà qu'il faut se préparer à se chauffer au minimum et à moins se déplacer, sans quoi le gouvernement nous promet des coupures d'électricité !

Les entreprises sont incitées à réduire leur chauffage et à relancer le télétravail. De nombreuses administrations ont annoncé qu'elles limiteraient le chauffage à 19° cet hiver. Des collectivités locales planifient des jours de fermeture des équipements publics, piscines, bibliothèques, gymnases... Après le confinement sanitaire, nous passons donc au confinement énergétique !

Par manque de gaz, l'Allemagne craint de devoir arrêter des complexes industriels, faisant planer la menace d'une récession sur toute l'Europe. En France, invoquant leurs factures de gaz et d'électricité astronomiques, des entreprises, comme la verrerie Duralex, Arc International ou encore Ascometal, sont en train de mettre une partie de leurs installations à l'arrêt. Pour leurs salariés, ce sera le chômage partiel et des pertes de salaires. Pour les intérimaires et les salariés de la sous-traitance, ce sera la porte.

La guerre en Ukraine n'explique pas tout. Certes, Poutine a fermé le robinet du gaz, mais les pénuries d'énergie ont débuté bien avant l'éclatement de cette guerre. Et comment la France, pays historiquement exportateur d'électricité, doit-elle aujourd'hui en importer et risque-t-elle d'en manquer cet hiver ?

Il n'y a qu'une explication à cela : le manque d'investissements. Il n'y a pas eu de plans d'investissements dans les énergies renouvelables, ni même dans le secteur sensible qu'est le nucléaire. Tous les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies ont laissé les capitalistes du secteur se conduire en parasites. Ces derniers ont pu exploiter les installations et faire des profits sans se soucier d'investir, ne serait-ce que pour préserver l'avenir.

EDF, comme toutes les entreprises capitalistes, a été sommée de prouver sa rentabilité et de faire de la place à la concurrence. Après des réductions d'effectifs, le recours massif à la sous-traitance, la vente de certains secteurs à la découpe, la filière nucléaire, vantée comme « l'excellence française », manque aujourd'hui des compétences nécessaires. En attestent les problèmes de corrosion dans certaines centrales et le fiasco à 13 milliards d'euros de l'EPR de Flamanville.

Les capitalistes sont affolés devant les aberrations de leur propre système. Ils en sont même à demander que l'État reprenne les choses en mains. Oui, ceux qui ont toujours fait l'éloge du marché, de l'initiative privée et de la concurrence, y compris dans le secteur énergétique, demandent que le gouvernement réglemente et planifie. Et c'est à ces dirigeants-là qu'il faudrait faire confiance !

Nous faisons déjà beaucoup de sacrifices du simple fait que tous les prix augmentent alors que les salaires ne suivent pas. Mois après mois, nous nous appauvrissons, alors que les profiteurs de crise encaissent des milliards. Et en plus de cela, il faudrait accepter d'avoir froid cet hiver, après avoir crevé de chaud cet été ?

Si encore les dirigeants économiques et politiques avaient un plan pour réparer les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés, mais ils n'en ont pas ! Leur politique consiste à aller là où il y a du profit à prendre, quitte à faire tout et n'importe quoi, y compris alimenter le chaos.

La société capitaliste marche sur la tête. Seuls les travailleurs peuvent remettre de l'ordre dans ce chaos : en se battant pour imposer que l'économie et la société soient organisées pour répondre aux besoins de la population. Cela commence par défendre pied à pied nos intérêts de travailleurs.

Nathalie Arthaud

## Hausse des prix : les travailleurs doivent se défendre

En août, les prix à la consommation ont progressé de 5,8 % sur un an, selon l'Insee. Mais ce n'est qu'une moyenne.

Selon l'association de consommateurs Que choisir, en un an le prix du fioul s'est envolé de 67 %, celui du gaz de 22 %.

Les produits alimentaires ont augmenté de 8,7 %. Sur l'ensemble des achats effectués en grande surface, la hausse s'est établie à 9,2 %.

En plus de faire valser les étiquettes, les industriels ont recours à une autre méthode consistant à réduire les quantités – la portion passant par exemple de 25 à 18

grammes, pour le même prix, voire un prix un peu plus élevé –, véritable inflation masquée.

Dans un contexte d'emballage des prix des matières premières, distributeurs et industriels se mènent une guerre féroce pour ne pas voir leurs marges diminuer. Et comme toujours dans cette économie où l'opacité est la règle, ils se renvoient la responsabilité. Le patron de Leclerc n'hésite pas à dénoncer une « spéculation par anticipation » de la part des industriels.

Ceux-ci, de leur côté, se plaignent de la pression mise par les centrales d'achat des distributeurs et des me-

sures de rétorsion qui les visent lorsqu'ils refusent de baisser leurs prix. De nombreux produits ne seraient plus référencés dans les supermarchés afin de faire plier les grosses entreprises de l'agroalimentaire dans les négociations.

Tous ces capitalistes se mènent une guerre d'autant plus âpre que la crise s'aggrave. Mais tous présentent la facture aux travailleurs et aux classes populaires. La seule façon de se défendre est d'imposer aux capitalistes l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que leur indexation sur le coût de la vie.

## Énergie : la guerre aux travailleurs

**Entre le Conseil de défense du 2 septembre et la conférence de presse de Macron lundi 5, les déclarations martiales autour des tensions sur le coût de l'énergie n'ont pas manqué ces derniers jours. Il s'agissait de préparer les esprits aux sacrifices** qui seront demandés à la population.

« *Nous sommes en guerre, c'est un fait* », a déclaré le président. Avec le Conseil de défense, c'est en effet une préparation quasi militaire des esprits qui s'amorce. Cela fait plusieurs mois que le gouvernement souffle le chaud et le froid, affirmant que tout est prêt et que les stocks sont remplis à plus de 90 %, qu'il n'y aura pas de problème pour l'hiver. Mais il demande aussi à toute la population « *une mobilisation générale* ». Sans la « *sobriété* » exigée, il menace de rationnements, voire de coupures.

Pour les entreprises, il s'agira de réduire le chauffage dans les bureaux et les ateliers. Certaines ont déjà prévu de réduire l'activité tout court vue l'explosion du prix de l'électricité. Elles demanderont – certaines l'ont déjà fait – un retour du chômage partiel mis en place pendant la pandémie : les salaires seraient payés en

bonne partie par l'État. Mais pour les travailleurs, il faudra se serrer la ceinture. Outre la perte de salaire, ils sont invités à réfléchir à faire baisser leur consommation de gaz et d'électricité. Il fallait oser, alors que bien des familles font déjà des économies forcées sur le gaz, l'électricité, le fioul et le carburant. Et les « *experts* », comme Macron lui-même, de nous abreuver de conseils tels qu'éteindre les lumières, baisser le chauffage ou « *couvrir les casseroles* » !

Bien sûr, le gouvernement prétend protéger la population avec

quelques gestes comme les chèques énergie distribués aux plus pauvres, ou encore la prolongation du bouclier tarifaire qui permet un blocage tout relatif des prix de l'énergie notamment. Le ministre Attal a vanté ce dispositif mis en place l'année dernière et censé limiter à 4 % la hausse des prix de l'électricité au tarif réglementé. Mais pour l'année prochaine, cette hausse serait plutôt de 10, voire 20 %...

Une bonne manière d'économiser l'énergie peut déjà consister à couper la télévision quand Macron passe. Cela peut aussi soulager.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 16 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 17 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 1ER OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 2 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

## Gaz : la crise et ses profiteurs

Pas un jour ne passe sans que soit annoncée une nouvelle menace sur l'approvisionnement en gaz pour cet hiver. Après la cessation, fin août, des livraisons à Engie par Gazprom « pour désaccord sur l'application des contrats », le géant russe vient d'annoncer la fermeture du gazoduc Nordstream 1. Chacune de ces annonces fait grimper le prix du gaz sur le marché à court terme, puis celui de l'électricité qui lui est lié. Ainsi le prix du gaz a été multiplié par dix depuis un an.

Que Poutine utilise le gaz comme une arme économique en riposte aux sanctions occidentales et au soutien militaire massif à l'Ukraine n'est pourtant pas une surprise. Mais le fait que la production et la distribution de l'énergie soient entre les mains de sociétés privées concurrentes, toutes mues par le profit, empêche les gouvernements d'anticiper et de gérer les stocks rationnellement.

Comme toutes les crises, celle du

gaz est une occasion de rebattre les cartes entre capitalistes. Quel est l'état réel des stocks de gaz chez Engie ou TotalEnergie ? Quels fournisseurs remplacent Gazprom ? Quel gazoduc reste en service ? Quels sont les prix consentis par les divers producteurs, norvégiens, algériens ou qataris qui livrent en France ? Quels industriels gros consommateurs de gaz, comme les chimistes, ont sécurisé leur approvisionnement et à quelles conditions ? Lesquels se retrouvent démunis et doivent arrêter leurs installations ? Tout cela fait partie du secret commercial dans lequel se drapent les capitalistes. Ainsi, des semaines voire des mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, Engie a continué de recevoir massivement du gaz russe qui avait été négocié à bas prix alors même que le prix du gaz s'envolait sur les marchés.

Quand ils prétendent agir pour sécuriser les approvisionnements de



la France et éviter des coupures cet hiver, les ministres s'inclinent devant ce secret des affaires, les petits et gros calculs des industriels. S'ils sécurisent quelque chose, ce sont les profits de ces capitalistes, pas l'accès au gaz ou au courant électrique de toute la population.

Quel que soit le résultat de cette guerre économique, la facture sera présentée aux classes populaires, sous forme de restrictions, de coupures et de factures de plus en plus faramineuses pendant que les profits continueront à battre des records historiques. Si du moins les classes populaires se laissent faire.

## Électricité : les folies du marché

Les prix de l'électricité sur les marchés de gros européens sont devenus astronomiques : autour de 1 000 euros le mégawattheure, et même plus, contre 85 l'an dernier. Mais les prix sont en train de déraiper bien au-delà parce que le cours du gaz s'envole.

Par décision des dirigeants européens, ils ont été fixés sur le cours du gaz, pour permettre aux capitalistes de l'énergie de prospérer, de façon que la moins performante des centrales au gaz soit rentable.

Cela va peut-être changer puisque le chancelier autrichien appelle l'Union européenne « à découpler le prix de l'électricité de celui du gaz... pour arrêter cette folie ». On verra.

Mais ce n'est pas la seule « folie ». En France métropolitaine, à la différence des autres pays, c'est le nucléaire qui domine et c'est une entreprise d'État qui le gère par le biais d'EDF. Cette particularité a

conduit l'UE à obtenir l'ouverture du marché à des concurrents... qui n'existaient pas. Il a fallu en trouver. La plupart sont fictifs et ne produisent pas le moindre KWh, se contentant d'acheter du courant en gros à EDF pour le revendre au détail aux consommateurs un tout petit peu moins cher. Ces fournisseurs « alternatifs » sont plus de quarante en tout qui achètent à EDF à bas prix le quart de sa production nucléaire. Mais pour honorer leurs contrats, les « alternatifs » doivent compléter ce qui leur manque en achetant sur le marché de gros. Et alors là, vu les tarifs, c'est la catastrophe ! Certains ferment donc boutique et demandent à leurs clients de se reporter sur EDF.

On peut se demander pourquoi les autorités maintiennent cette aberration des pseudo-producteurs alternatifs. En réalité il s'agit de favoriser les gros trusts qui en profitent, et qui sont derrière ces producteurs alterna-

tifs.

A cause de l'arrêt de certaines centrales, EDF doit acheter sur le marché de gros au prix fort, et vendre aux particuliers et aux alternatifs à bas prix. Cela ne concerne pas les particuliers dit-on ? Erreur car EDF va tôt ou tard majorer ses prix du tarif réglementé pour se rattraper et l'État cessera de limiter les tarifs.

Alors cette folie du marché s'exerce au détriment de la population, mais pour le bénéfice des capitalistes de l'énergie.



## Profits et superprofits : taxation ou confiscation ?

Alors que la cherté de la vie frappe chaque jour plus durement les classes populaires, les profits des grands groupes capitalistes explosent. Les 40 premiers groupes français ont réalisé 160 milliards d'euros de bénéfices en 2021. Avec 14 milliards d'euros, TotalEnergies avait annoncé le plus gros bénéfice annuel jamais réalisé par une entreprise française. La compagnie de fret maritime CMA-CGM vient de surpasser le pétrolier avec plus de 17 milliards d'euros de profits.

On ne peut qu'être choqué par cette débauche de richesses accumulées à un pôle de la société alors que l'on ne cesse de demander des sacrifices à l'autre. Pour sembler en résonance avec ce sentiment, nombre de partis, de la gauche à l'extrême droite, mettent donc maintenant en avant une « taxation des superprofits ».

L'expression est celle de LFI et, sur proposition du PS, la Nupes souhaite demander l'organisation d'un « référendum d'initiative partagée » sur le sujet. Le RN quant à lui a aussi tiré sur la même ficelle en déposant un amendement sur la taxation des « bénéficiaires anormaux ». Même Élisabeth Borne, la Première ministre, avait déclaré en août dernier « *ne pas*



écarter cette possibilité ». Mais quand une taxe est censée frapper la bourgeoisie, tout, dans sa conception comme dans les institutions, fiscales, judiciaires ou policières chargées de l'appliquer, la rendent inefficace. Ainsi Total ne paye pas un centime d'impôt sur les sociétés en France par le biais de l'optimisation fiscale, un jeu d'enfant pour la plupart des multinationales du CAC 40.

Ainsi, attendre qu'un gouvernement – celui-là ou un autre – veuille bien taxer les profits, voire les superprofits, revient à faire patienter les travailleurs en laissant les mains libres au capital.

La véritable question est que, dans la richesse créée, la part qui re-

vient aux travailleurs ne cesse de reculer au bénéfice du grand patronat. C'est le résultat de la guerre de classe que la bourgeoisie mène avec la complicité des gouvernements. Face à cet appauvrissement continu, la seule garantie serait que les travailleurs contractaient et défendent leurs salaires, sans attendre la très hypothétique bonne volonté d'un gouvernement, d'une majorité ou d'un sauveur suprême.

Quant aux profits, super ou non, la question n'est pas de les taxer, mais de les confisquer au bénéfice de la collectivité.

## Rachat d'actions : les voraces

Au premier semestre, les grandes entreprises européennes ont procédé massivement au rachat de leurs propres actions.

Les actions rachetées seront ensuite détruites, ce qui permet d'augmenter les dividendes versés aux détenteurs des actions encore en circulation.

Le montant de ces rachats a triplé en un an, atteignant 70 milliards d'euros.

Les entreprises françaises ne sont pas en reste. En tête de classement on

retrouve TotalEnergies, pour près de 2,9 milliards d'euros, suivi par AXA pour plus de 1,5 milliard. Au total, les 120 plus grosses entreprises françaises ont dépensé 15,1 milliards au premier semestre. À ce rythme, le record de 28,7 milliards de l'an dernier pourrait bien être battu.

Ces milliards se trouvent ainsi consommés dans des opérations purement financières, sans aucune retombée utile pour la société, pour le seul profit d'une minorité de riches parasites.



## Le capitalisme sème la pauvreté

L'Insee, la Deets (Direction des entreprises, de l'emploi, du travail et des solidarités) et la Caf ont réalisé et publié une enquête sur l'évolution de la pauvreté à La Réunion entre 2015 et 2018.

Celle-ci montre que non seulement la pauvreté touche un nombre de plus en plus important de la population mais qu'elle s'installe durablement.

D'après cette enquête, environ 35 % des Réunionnais vivaient pendant la période étudiée, en dessous du seuil de pauvreté qui est de 1063 euros par mois. Cette « pauvreté durable » touche particulièrement les femmes à la tête de famille monoparentale mais aussi les célibataires sans enfants. 45 % des jeunes qui quittent le foyer familial et deviennent autonomes fiscalement tombent dans la pauvreté.

La pauvreté monétaire s'accompagne de la misère matérielle comme les logements insalubres, le manque d'équipements les plus élémentaires, de manque d'hygiène et de soins, etc. C'est un cercle infernal dont il est difficile de sortir.

Même si des centaines de millions



de gens en souffrent et en meurent dans le monde, même si dans certains pays elle est un véritable fléau et semble y être endémique, la pauvreté n'est pas un phénomène naturel. Elle résulte de la gestion capitaliste de la société.

Le système économique capitaliste basé sur la recherche de profits d'une minorité de parasites, fabrique le chômage, la précarité, les guerres,

les dégâts sur l'environnement, etc. qui sont eux-mêmes autant de causes de la pauvreté et de la misère.

Il est urgent de retirer le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste qui mène le monde à la catastrophe.

### Les patrons se battent contre la vie chère...pour eux !

Le patronat de La Réunion n'est jamais à court d'idées quand il s'agit de mettre la main sur l'argent public.

Sous prétexte de lutter contre la « vie chère » à La Réunion, ses principaux représentants dont le Medef, proposent au gouvernement de créer un « fonds de continuité économique et maritime » autrement dit une aide au fret sur les produits importés de première nécessité, de santé mais aussi sur les matériaux de construction. Le Medef pousse le vice en demandant que cette aide concerne également, dans le sens inverse, l'exportation des déchets.

Le syndicat patronal a fait ses calculs : ce petit cadeau supplémen-

taire coûterait à l'État 235 millions d'euros par an, soit environ 270 euros par habitant.

Le patronat veut redonner du pouvoir d'achat à la population dans le besoin en l'endettant un peu plus !

Le Medef se dit confiant dans sa proposition qui aurait « séduit » le ministre délégué à l'Outremer Jean-François Carencio.

Il prétend que grâce à cette subvention, il pourra donner une petite ristourne aux consommateurs sur les prix...qui sont décidés par eux-mêmes.

Ben voyons ! Depuis quand les capitalistes redistribuent-ils d'une manière ou d'une autre les milliards

qui leur sont donnés sans obligation aucune, par l'État ou l'Europe ?

Depuis le temps qu'ils sont exonérés de taxes diverses, de cotisations sociales, d'impôts, et autres subventions directes ou indirectes, s'il y avait eu un impact sur la création d'emplois, la baisse des prix, etc. ça se saurait !

Les travailleurs ne pourront augmenter leur pouvoir d'achat qu'en exigeant la hausse des salaires et leur indexation sur les prix en prenant pour cela sur les profits de ces patrons qui pleurent encore la bouche pleine.

## Moderna, Pfizer-BioNTech : vivement un vaccin contre le capitalisme !



soulevés par ce que promettent les ARN messagers.

Quand Moderna attaque aujourd'hui Pfizer-BioNTech, quand il en appelle à d'éventuels dommages et intérêts pour violation des brevets, ce n'est pas seulement pour le vaccin anti-Covid-19, c'est aussi et surtout parce que la technologie basée sur l'ARN messenger ouvre le champ extraordinaire de thérapies, entre autres contre les cancers, un énorme marché !

Pendant des dizaines d'années, tant qu'il s'agissait de recherches fondamentales, des équipes de chercheurs ont dû se battre pour obtenir de maigres financements. Depuis que leurs travaux ouvrent les possibilités de formidables gains, la concurrence et la guerre entre les labos se mènent à coups de milliards... et de procès.

Quelle perte de temps dans la lutte contre les maladies, quelle absurdité !

Le fabricant de vaccins Moderna porte plainte contre son concurrent Pfizer-BioNTech qu'il accuse de lui avoir volé la technologie de l'ARN messenger pour produire ses vaccins contre le Covid-19. De son côté, Moderna est lui-même accusé d'avoir « emprunté » ladite technologie à des laboratoires plus petits.

L'histoire n'est pas nouvelle. Les recherches sur l'ARN messenger qui ont permis de mettre au point, très vite, le vaccin contre le Covid-19 en 2020 ont duré plus de trente années.

Elles ont été jalonnées de nombreuses histoires de concurrence, de gros sous, de course à la rentabilité de la part des laboratoires, en fait des investisseurs financiers.

En 2011, Moderna était une petite start-up. Dix ans plus tard, en 2021, le vaccin contre le Covid-19, qui est le seul médicament qu'elle produit, lui a rapporté 10,4 milliards de dollars. C'est que, entre-temps, des milliards de dollars ont été levés auprès d'investisseurs sur la base des extraordinaires espoirs financiers

## Violences faites aux femmes : inaction gouvernementale

Pour le troisième anniversaire du Grenelle des violences faites aux femmes, lancé en grande pompe le 3 septembre 2019, la Première ministre Elisabeth Borne s'est rendue dans un centre associatif d'aide aux femmes dans l'Essonne.

Le bilan de ce prétendu plan d'action se passe de commentaires : le nombre de féminicides a augmenté de 20 % en 2021. L'année dernière, 122 femmes sont mortes sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon, contre 102 en 2020. Parmi ces femmes, 74 % avaient signalé des violences à la police.

Bien sûr, certaines mesures ont été mises en place, comme les bracelets anti-rapprochement, ou les téléphones grave danger. Mais rien n'est véritablement à la mesure du problème. Les places en hébergement d'urgence, par exemple, restent très insuffisantes et quatre femmes sur dix qui font une demande ne peuvent être accueillies. D'ailleurs, le budget alloué aux différents dispositifs n'a

quasiment pas évolué : 360 millions d'euros en 2020, alors que toutes les associations estiment les crédits nécessaires à un milliard.

Un rapport sénatorial a pointé l'absence de prévention, notamment à l'école. Rien n'a changé dans le fait que les femmes ont davantage d'emplois précaires et que leur dépendance financière à l'égard de leur conjoint rend bien des situations inextricables. Pourtant, en dehors des traditionnelles déclarations sur la nécessaire égalité salariale entre hommes et femmes, il n'est jamais question de prendre des mesures contraignantes contre les patrons.

À tous les niveaux, le bilan est le même : annonces sans moyens et inaction gouvernementale. Ne pouvant mettre en doute le bilan négatif de ces trois dernières années, Borne a annoncé le lancement d'une mission parlementaire. En créant une énième commission, le gouvernement dit clairement qu'il va continuer à ne rien faire.



**Spectacles, exposé scientifique, librairie, table de presse...**

**25 € adultes, 12 € enfants**

## À La Plaine-des-Palmistes la mairie privatise

La municipalité de La Plaine-des-Palmistes a pris la décision de privatiser la crèche Rita-Garsani qui était gérée depuis son ouverture en 2014 par le CCAS.

C'est l'association Les Marionnettes qui a obtenu le marché pour une durée de quatre ans.

Depuis le 5 septembre, le 22 employées qui sont pour la plupart en situation précaire (7 sont en CDD, 8 en contrat PEC), deviennent salariées de ce groupe privé associatif qui possède par ailleurs 14 autres

structures similaires dans l'île et génère un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros.

Ce changement d'employeur inquiète les travailleuses à qui la mairie n'a pas laissé le choix. Elle leur aurait fait croire dans un premier temps qu'elles auraient été reclassées dans un autre service municipal en cas de refus, pour finalement les menacer de licenciement (le Quotidien du 2 septembre 2022).

De son côté, la mairie qui prétend avoir fait le choix de privatiser pour

« améliorer la qualité de service » et accueillir plus d'enfants, reconnaît tout de même que c'est pour faire une économie de 250 000 euros.

Et la mairie de La Plaine ne compte pas s'arrêter là dans la voie de la privatisation.

En effet, elle envisage de confier la restauration scolaire à un prestataire privé, comme l'a fait la mairie de Saint-Benoît avant elle, pour permettre aux capitalistes de s'en mettre plein les poches avec l'argent public.

## Run Market : les syndicats appellent à la mobilisation...des élus et des clients

La menace de fermeture des magasins Run Market de l'île pèse sur 750 travailleurs. L'intersyndicale de l'entreprise, composée de la CFDT, de la CGTR et de la CFTC, a joué la mouche du coche en proposant trois solutions au « comité stratégique » patronal, arrivé à La Réunion le 29 août, :

« Soit Intermarché entre dans l'actionnariat de Make Distribution », « soit l'actionnaire principal (Make Distribution) remet encore de l'argent, soit un nouvel actionnaire arrive ». (Le Quotidien du 2 septembre 2022).

Les actionnaires et les spécialistes à leur service n'attendent certes pas de tels conseils.

La grande distribution obéit aux règles du système capitaliste. Les intérêts des travailleurs comme ceux des consommateurs sont subordonnés, et même sacrifiés, à la recherche du profit maximal pour la minorité de grands actionnaires qui ont à leur service tout l'appareil politique et administratif.



Les travailleurs subissent cette réalité dans l'exploitation quotidienne, ils savent à quel point seule l'action collective pouvant menacer les profits des patrons et des actionnaires, peut inverser le rapport de force.

Dans ces conditions à quoi riment les gesticulations de l'intersyndicale, ses appels aux élus ?

Qu'un Philippe Naillet demande « une intervention forte » de l'Autorité de la concurrence et adresse « ses pensées » aux habitants du Chaudron,

ne change rien pour les travailleurs menacés d'être jetés au chômage et pour les consommateurs ne pouvant pas se nourrir correctement.

En revanche tout ce qui fait croire que les rapaces capitalistes pourraient entendre raison sans être menacés par la force et la conscience collective du monde du travail contribue à son affaiblissement.



## MACRON EN ALGÉRIE

### Il faut que ça gaze

APS



Lors de son voyage en Algérie, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de mettre en scène le « partenariat renouvelé » avec la France. Les affaires sont les affaires et le gaz algérien vaut bien un petit changement de discours.

Macron a mis en avant sa volonté de faire la lumière sur la guerre d'Algérie et a promis avec son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune la création d'une commission franco-algérienne d'historiens pour examiner les archives des deux pays. Il espère que ses travaux lui permettront de mettre sur un même

plan les violences qu'ont pu commettre les combattants du FLN et les crimes de l'armée française, les renvoyant pour ainsi dire dos à dos. C'est une constante de la politique de Macron d'utiliser les crimes passés de l'impérialisme français, qu'il fasse mine de les reconnaître ou d'enquêter dessus, pour favoriser les affaires d'aujourd'hui. Il l'a fait au Cameroun, au Rwanda, en Algérie, et ces crimes sont si nombreux qu'il a encore largement de quoi faire ailleurs.

Derrière toute cette comédie qualifiée de mémorielle, il y a des intérêts bien concrets, et d'abord gaziers.

L'Algérie fournit actuellement 8 à 9 % du gaz utilisé en France, et c'est l'augmentation de ces importations qu'était venu chercher Macron. Il entend d'autant plus occuper le terrain qu'avec l'arrêt des livraisons russes la compétition fait rage sur ce terrain entre pays du sud de l'Europe. La société algérienne Sonatrach devrait ainsi signer un contrat avec Engie garantissant une augmentation de 50 % de ses fournitures à la France. Elle avait fait de même dès le mois d'avril avec l'italienne Eni.

Le Sahel est un autre sujet discrètement abordé du « partenariat renouvelé » franco-algérien. Macron a rencontré les chefs de l'armée et du renseignement militaires algériens pour solliciter leur aide. L'armée française a dû quitter le Mali mais Macron entend bien qu'elle continue à défendre les intérêts de l'impérialisme français dans la région, et l'Algérie est depuis longtemps impliquée dans tout ce qui s'y passe.

En fait de « devoir de mémoire », il a surtout été question des intérêts de l'impérialisme français.

## ÉTATS-UNIS

### Nouveau meurtre policier

Dans la nuit du 30 au 31 août, à Columbus, dans l'Ohio, Donovan Lewis, âgé de 20 ans, a été tué par balle dans son lit par trois policiers qui s'étaient introduits chez lui munis d'un mandat d'arrêt et accompagnés d'un chien.

La scène, filmée par la caméra-piéton d'un des policiers, a fait le tour des réseaux sociaux et déclenché la colère de la population de Columbus.

Ce meurtre d'un jeune Noir désarmé vient s'ajouter à la longue liste d'habitants tués par la police, en particulier dans les quartiers populaires.

D'après le *Washington Post*, aux États-Unis au moins 1 055 personnes, soit près de trois par jour, ont été tuées par balle par des policiers en 2021.

Les Noirs, qui représentent 13 % de la population, courent deux fois plus de risques d'être tués que les Blancs. Dans l'immense majorité des cas, ces meurtres restent impunis : en quinze ans, entre 2005 et 2020, seuls 110 policiers ont été inculpés pour homicide, et cinq condamnés pour meurtre.

Rien n'a changé depuis le meurtre de George Floyd en mai 2020, étran-

glé de sang-froid par un policier blanc, en pleine rue et en plein jour.

Pour éteindre la vague de colère déclenchée par la vidéo insoutenable de sa mort, les autorités américaines ont alors dû organiser un procès spectaculaire et condamner son tueur, mais les mœurs policières sont restées les mêmes. Dans une société qui repose sur la violence de l'exploitation et des inégalités sociales, la vie d'un jeune de quartier populaire, a fortiori s'il est noir, ne vaut pas grand-chose aux yeux des policiers et de la justice.

## L'impasse de la crise politique

En Irak, à plusieurs reprises depuis fin juillet, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue à Bagdad autour de la zone verte, l'enclave très sécurisée créée durant l'occupation américaine qui abrite ambassades et ministères, mais aussi dans les villes du sud du pays.

Deux coalitions chiites sont en concurrence pour le pouvoir : le « Cadre de coordination », qui englobe notamment d'anciens paramilitaires et l'ex-Premier ministre Nouri al-Maliki, d'un côté, et le mouvement conduit par le religieux Moqtada al-Sadr de l'autre. Chacune des parties cherche à mobiliser ses soutiens dans les classes populaires, et ses milices, dans une épreuve de force qui déstabilise encore un peu plus le pays. Pour tenter d'en sortir vainqueur, Moqtada al-Sadr a appelé ses troupes à envahir le Parlement à Bagdad par deux fois le 27 et le 31 juillet. Le 29 août, des affrontements ont fait trente morts et 600 blessés.

Il s'agit d'un énième épisode de la

crise politique qui secoue le pays sur fond de détérioration de la situation économique. Celle-ci continue, depuis des années, du fait des guerres successives déclenchées par l'impérialisme américain, de la déstabilisation qu'elles ont entraînée, avec l'émergence de diverses milices, sans oublier la corruption du régime en place.

C'est durant l'occupation américaine de 2003 à 2009, en s'appuyant sur la haine suscitée par celle-ci, que Moqtada al-Sadr a réussi à organiser des centaines de milliers d'Irakiens des classes pauvres de Bagdad dans une puissante milice. Son parti est alors apparu comme celui des millions d'habitants des faubourgs populaires de Bagdad et du sud du pays, dont beaucoup étaient en révolte, déjà, contre la dégradation de leurs conditions de vie. Moqtada al-Sadr semble toujours disposer aujourd'hui d'un important soutien populaire. En octobre 2021, son mouvement avait gagné les élections législatives qui

faisaient suite à un mouvement de révolte de la population contre la corruption, la misère, le chômage. Malgré sa participation au pouvoir au sein de plusieurs coalitions, il en a récolté les fruits politiques. Il voudrait garder ce soutien populaire le plus longtemps possible, mais la voie de l'affrontement entre milices qui tentent d'accaparer le pouvoir mène les masses dans une impasse.



Murtadha al-Sudani/Anadolu Agency

Manifestants pro-Moqtada al-Sadr

# PAKISTAN

## Catastrophe naturelle, impuissance capitaliste

Depuis début juin, les gigantesques inondations dues à une mousson inhabituelle ont provoqué la mort de plus de 1130 personnes. Des millions de maisons ont été englouties, faisant des millions de sans-abris.

Sur les 220 millions d'habitants, 33 sont touchés directement. 80 000 hectares de terres cultivables sont ravagés, des milliers de kilomètres de routes et 157 ponts sont d'ores et déjà détruits. Les villageois réfugiés dans des campements de fortune sont à présent menacés, de surcroît, par le choléra, le paludisme et la malaria portée par les moustiques dans les eaux stagnantes. L'accès aux hôpitaux, surchargés par une augmentation de 70 % des patients, devient aussi problématique que l'accès à l'eau potable.

Déjà victime d'une économie en crise et exploitée par des grandes familles de patrons fournisseurs des groupes capitalistes internationaux du textile et de l'agro-alimentaire, la population doit à présent faire face à une hausse vertigineuse des prix, en particulier alimentaires. La pénurie de légumes est générale sur les marchés populaires ; les oignons et les tomates, produits de base en hausse de

40 %, sont désormais hors de portée de la population laborieuse, soit l'immense majorité.

Face à la catastrophe, face aux menaces d'épidémies, au nombre de victimes qu'on va découvrir au fur et à mesure de la progression des secours, l'aide internationale commence à arriver et le FMI vient d'accorder une enveloppe de 1,1 milliard de dollars (ou d'euros). Mais au moment même où, dans le monde, 2000 milliards de dollars ont été investis en 2021 dans les dépenses militaires, on ne peut qu'être choqué. Au Pakistan-même, pays où la population pauvre peine à se nourrir et à se soigner, les dépenses d'armement dépassaient les 10 milliards de dollars en 2019. Les mêmes moyens matériels, financiers et humains pourraient être mobilisés pour sauver et soigner les centaines de milliers de sinistrés.

Face à la misère orchestrée sur les trois quarts de la planète par le capitalisme, sa concurrence native et ses guerres, devant son impuissance assumée face quant aux ravages dus au réchauffement climatique, n'est-il pas urgent, pour les travailleurs du monde, de prendre la main ?

### La chair à canon de Poutine

Le président russe, Poutine, a signé un décret qui permet de porter à 2 millions d'hommes les effectifs de l'armée russe. Soit un surcroît de 140000 militaires destiné en grande partie à renouveler les forces d'une armée que six mois de guerre ont durement éprouvée.

Car, si cette guerre est dévastatrice pour les populations civiles ukrainiennes, elle ne cesse d'engloutir des vies de soldats des deux côtés du front. Pour les dirigeants russes, envoyer toujours plus de soldats dans une guerre qui n'en finit pas n'est pas si simple. Ils savent devoir compter avec une hostilité sourde à la guerre dans des pans entiers de la population.

Cela se vérifie d'abord dans la petite bourgeoisie des grandes villes, dont les fils ne veulent généralement pas aller se battre. Malgré la censure, on a appris que, dans diverses ré-

gions éloignées des grands centres, des soldats ont refusé de partir faire la guerre, que des parents de conscrits ont manifesté devant des commissariats militaires. Et des témoignages commencent à circuler sur les réseaux sociaux, qui émanent de soldats ayant combattu en Ukraine.

Même si le Kremlin fait tout pour éviter que s'exprime une opposition à sa guerre, et continue à envoyer en prison ceux qui « discréditent les forces armées » ne serait-ce qu'en employant le mot proscrit de « guerre », il ne peut ignorer qu'elle existe. Alors, pour trouver des soldats, il multiplie les campagnes de recrutement dans les médias, dans les régions.

D'où une profusion de fêtes patriotiques, avec des stands vantant le métier des armes, des sergents recruteurs qui, surtout dans les localités

frappées par le chômage, tentent d'appâter en annonçant des soldes proches de 3 000 euros par mois, une somme énorme au regard du salaire moyen même dans les villes. Mais gagner sa vie au risque de la perdre ne suffit pas à convaincre assez de monde. Du coup, le régime ratisse aussi dans les prisons, en y promettant des remises de peine contre un engagement. Vu l'effroyable système carcéral, des détenus peuvent être tentés d'y échapper ainsi.

Poutine a beau jeu de dire qu'il ne veut pas envoyer les conscrits en Ukraine. Il sait en effet que les effets de la crise mondiale conjugués à ceux des sanctions occidentales, qui précipitent chaque jour plus de jeunes et de travailleurs dans la pauvreté, sont d'efficaces rabatteurs pour son armée et sa guerre.

## GRANDE-BRETAGNE

### Les grèves continuent

En Grande-Bretagne, les grèves continuent pour des augmentations de salaire qui permettent de faire face à l'inflation. Celle-ci, qui a déjà dépassé 10 % sur un an (un record dans les pays du G7), pourrait dépasser 20 % en 2023.

Cette menace explique la persistance des grèves et l'émergence, en parallèle, d'autres formes de protestation.

Mercredi 31 août, 150 000 travailleurs de Royal Mail, British Telecom et Openreach ont fait grève le même jour. Ils n'avaient jamais été aussi nombreux à cesser le travail en même temps depuis le début de ce que les médias britanniques appellent « l'été du mécontentement ». C'est dit en référence à « l'hiver du mécontentement » de 1978-1979,

vague de grèves elle aussi motivée par l'insuffisance des salaires. Chez Royal Mail, plus de 100 000 travailleurs devaient d'ailleurs se remettre en grève jeudi 8 et vendredi 9 septembre.

Privatisée il y a sept ans, l'entreprise de tri et de distribution du courrier a amassé près de 800 millions de livres de profits ces deux dernières années, dont la moitié a été reversée aux actionnaires. On comprend que les postiers aient du mal à avaler l'offre de 3,5 % faite par la direction, conditionnée de plus à l'annualisation des horaires et à des suppressions d'emplois. Dans la foulée des travailleurs des postes et télécommunications, des grèves sont de nouveau annoncées chez les conducteurs de train le 15 septembre et chez le

personnel naviguant les 26 et 27, et de nouvelles catégories de salariés prévoient des journées de grève à l'automne.

Dans l'effervescence sociale en cours, ce ne sont pas seulement les bas salaires qui sont rejetés, c'est plus largement la dégradation des conditions de travail, la précarisation, la multiplication des petits boulots mal payés qui poussent à faire des journées à rallonge. Les presque quatre décennies pendant lesquelles les syndicats sont restés l'arme au pied ont conduit à des reculs profonds contre lesquels enfin une fraction du monde du travail relève la tête, avec le soutien moral du plus grand nombre.

## Un président bon élève du Medef

Patrice Talon, le président du Bénin, était convié le 30 août à l'université d'été du Medef. Il s'agissait d'inciter les capitalistes à investir dans ce pays, « une oasis » selon lui, et de leur donner des garanties.

Cette ancienne colonie française de 12 millions d'habitants bénéficie des attentions de l'impérialisme français par ces temps d'incertitudes dans son pré carré ouest-africain. Après la visite de Macron à la tête d'une délégation patronale au mois de juillet, le chef d'État béninois était cette fois invité par le grand patronat. Il a vanté ses méthodes autoritaires appréciées du monde des affaires. « Désormais la grève est interdite dans les secteurs vitaux comme la santé... », « dans les autres secteurs la grève est limitée à deux jours maximum par mois et à dix jours par an » : c'est par ces mots que le dirigeant s'est exprimé devant un parterre de patrons admiratifs. De même, le salaire minimum mensuel à moins de 80 euros peut faire saliver les investisseurs, ainsi que le droit du travail « dérégulé » : on peut embaucher en CDD indéfiniment... Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, n'a pu contenir sa joie devant une corbeille si bien garnie.



Geoffroy Roux de Bézieux et Patrice Talon

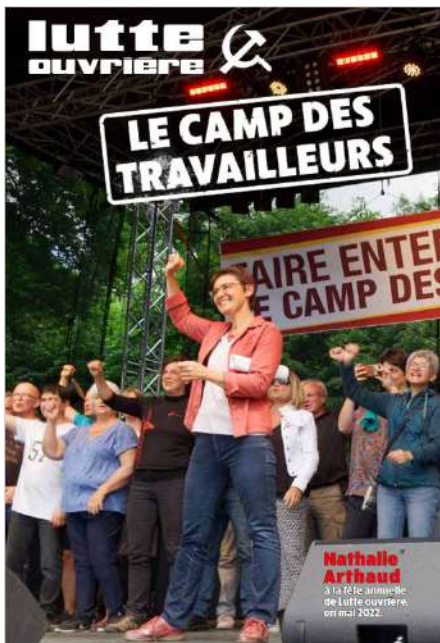
Depuis quelques années, le régime Talon a bâillonné l'opposition politique. Les opposants sont pourchassés, emprisonnés. Aucun parti d'opposition n'a pu participer aux dernières élections législatives d'avril 2019.

L'ordre est donc assuré et c'est toujours bon pour les affaires.

Patrice Talon a rappelé avec une rare franchise une leçon fondamentale : si la bourgeoisie des pays riches se permet le privilège de quelques apparences démocratiques, dans les pays qu'elle pille elle préfère miser sur des hommes de main ; rien de mieux alors qu'un homme à poigne capable de faire exécuter les ordres. Cette disponibilité à satisfaire les désirs de l'impérialisme français a été saluée par les applaudissements nourris de l'auditoire.

### Téléchargement

Brochure de Lutte ouvrière  
(publiée en juin 2022)



### ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282